



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE DELEGATION COTE D'AZUR
DIVISION TECHNIQUE DE L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES DE L'UNIVERS

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Procédure n°2025-07

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE DES NAVIRES DU CNRS

SOMMAIRE

ARTICLE 1 OBJET ET FORME DU MARCHE	4
1.1 Objet du marché	4
ARTICLE 2 Forme et nature du marché	4
ARTICLE 3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
ARTICLE 4 DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 5 PRESTATIONS MINIMALES ATTENDUES.....	6
5.1 Périmètre des assurances	6
5.2 Etendue des assurances	6
ARTICLE 6 OBLIGATION DES PARTIES	7
6.1 Obligations du CNRS	7
6.2 Obligations du titulaire	7
ARTICLE 7 MODIFICATIONS RELATIVE AU TITULAIRE	8
7.1 Généralités	8
7.2 Modifications mineures	8
7.3 Modifications majeures.....	9
ARTICLE 8 PRIX DU MARCHE	9
8.1 Caractéristiques des prix pratiqués.....	9
8.2 Forme des prix.....	9
8.3 Variation du prix	9
8.4 Clause de sauvegarde.....	10
ARTICLE 9 MODALITES DE REGLEMENT	10
8.1 Présentation des factures9.....	10
9.2 Délai de règlement.....	11
ARTICLE 10 AVANCES	11
ARTICLE 11 PENALITES.....	12
ARTICLE 12 CLAUSE DE REEXAMEN.....	12
ARTICLE 13 PRESTATION SIMILAIRE	12
ARTICLE 14 RESILIATION	12
14.1 Cas général	12
14.2 Cas particulier.....	13
14.2.1 Résiliation du contrat par le CNRS	13

14.2.2 Résiliation du contrat par le titulaire	13
14.2.3 Suspension et résiliation pour retard de paiement	13
ARTICLE 15 DISPOSITION ENVIRONNEMENTALE.....	14
ARTICLE 16 DROIT-LANGUES-CORRESPONDANCE	14
ARTICLE 17 DEROGATION AU CCAG-PI	14
ANNEXE 1 CARACTERISTIQUES DES NAVIRES	15
ANNEXE 2 VALEURS CORPS ET MOTEURS DES NAVIRES	16










ARTICLE 1 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché









Le présent marché a pour objet des prestations d'assurances maritime responsabilité civil et sur corps de tous navires à destination des neuf (9) navires de station, composants la flotte océanographique destinés à la conduite de leurs activités de recherche de la Division Technique de l'INSU du CNRS.

Le présent marché a pour objet :

de garantir en responsabilité civile les neuf (9) navires ci-dessous :

-  ANTEDON II ;
-  SEPIA III;
-  NEREIS II ;
-  PLANULA IV ;
-  NEOMYSIS ;
-  ALBERT LUCAS ;
-  SAGITTA III.
-  VELELLE II
-  RUFI II

De garantir sur corps les huit (8) navires ci-dessous

-  ANTEDON II ;
-  NEREIS II ;
-  PLANULA IV ;
-  NEOMYSIS ;
-  ALBERT LUCAS ;
-  SAGITTA III.
-  VELELLE II
-  RUFI II

Lieux d'exécution de la prestation : Côtes françaises Manche, Atlantique et méditerranée.

Code nacre	EA 03
Code CPV	66514150-2

Le présent marché est régi par les dispositions du titre VII du code des assurances relatives au contrat d'assurance maritime.

Le marché relève de la Police française d'assurance maritime couvrant la responsabilité du propriétaire du navire de mer (imprimé du 20 décembre 1990).

Le marché relève de la Police française d'assurance maritime sur corps de tous navires (imprimé du 1^{er} décembre 1983, modifié le 13 décembre 1984)

ARTICLE 2 Forme et nature du marché

Le présent marché est un marché **public de services à prix global et forfaitaire**.

Il est conclu selon une **procédure formalisée d'appel d'offres ouvert**, en application de l'article **R.2161-2 du Code de la commande publique**.

Le montant du marché est déterminé de manière **forfaitaire**, toutes prestations comprises, conformément à l'article **L.2191-1 du Code de la commande publique** relatif aux marchés à prix global et forfaitaire.

Le titulaire s'engage à exécuter l'ensemble des prestations décrites au sein du présent document pour le prix global et forfaitaire convenu, sans possibilité de réclamation pour dépassement de ce montant, sauf dans les cas prévus par la réglementation applicable ou par une éventuelle clause de révision de prix expressément prévue au marché.

ARTICLE 3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe « annexe 1 à l'acte d'engagement décomposition du prix global et forfaitaire relative à la détermination du montant de la prime » dans sa version résultant des dernières modifications éventuelles, dont seul l'exemplaire conservé par le CNRS fait foi et ses éventuelles annexes ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses deux annexes, dans sa version résultant des dernières modifications éventuelles (annexe 1 relative aux caractéristiques des embarcations);
- La police française d'assurance maritime couvrant la responsabilité du propriétaire de navire de mer, du 20 décembre 1990
- la Police française d'assurance maritime sur corps de tous navires tous risques du 1er janvier 2012
- Le cadre de réponse technique (CRT) du titulaire et tous documents ou fiches techniques permettant de vérifier la conformité de l'offre au présent CCP ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles **Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles** désigné « CCAG-PI » dans le présent CCP ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché, dont seuls les exemplaires conservés par le CNRS font foi ;

Les conditions particulières du présent marché priment sur les conditions générales du l'assureur toutes les fois qu'elles y dérogent ou sont plus favorables à l'assuré, mais ce, pour autant qu'il ne s'agisse pas de dispositions revêtant un caractère d'ordre public.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du titulaire, contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces du marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales du titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

ARTICLE 4 DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée ferme de cinq (5) ans.

Le titulaire doit fournir une note de couverture en application de l'article L 112-12 du code des assurances, afin de couvrir le CNRS de façon temporaire entre la notification du présent marché et l'établissement du contrat d'assurance.

A titre informatif, la date de début d'exécution des garanties est fixée au 1^{er} janvier 2026.

ARTICLE 5 PRESTATIONS MINIMALES ATTENDUES

En complément des polices d'assurance, les assurances devront couvrir les éléments ci-dessous :

5.1 Périmètre des assurances

Assurés :

- Les agents CNRS composant les équipages ;
- Les stagiaires intervenant sur les navires dans le cadre d'une convention de stage ;
- Les ingénieurs, techniciens, chercheurs et les usagers occasionnels (journalistes, caméramans ...) bénéficiant d'un ordre de mission de leur organisme de rattachement ou équivalent ;
- Le CNRS du fait de ses navires.

Temporalité et territorialité :

Les garanties s'appliquent :

- Sans limitation de durée en France métropolitaine, DROM/COM, Andorre et Monaco ;
- Dans le monde entier si le séjour n'excède pas un (1) an. Les catégories de navigation données par les affaires maritimes sont fixées à l'annexe 1 du présent document relatif aux caractéristiques des embarcations.

Volume :

- Les neuf navires sont amenés à partir en mer régulièrement ;
- L'équipage de chaque navire est constitué par des agents CNRS, (marins professionnels sous statut ENIM)
- Du personnel spécial des organismes de recherches chercheurs, techniciens, doctorants sont amenés à participer aux missions océanographiques
- Les navires sont amenés à accueillir ponctuellement des intervenants extérieurs, tels que des stagiaires envoyés par les écoles maritimes.

A titre indicatif, la fréquentation au total sur les neuf (9) navires par an, est comprise entre 1300 et 1400 personnes (agents CNRS et intervenants extérieurs).

5.2 Etendue des assurances

La valeur en euros HT des différents navires à assurer est fixée à l'annexe 2 du présent document relatif aux caractéristiques des embarcations.

Le titulaire doit assurer au minimum les garanties suivantes :

5.2.1 Assurance responsabilité civil propriétaire de navire

- Pertes ou dommages causés à des biens (objets fixes et flottants)
- Pollutions accidentelles en mer et au port
- Responsabilités légales et/ou contractuelles relatives aux épaves
- Abordage avec d'autres navires

- Responsabilités légales et/ou contractuelles relatives aux marins
- Mise à l'eau et récupération d'engins scientifiques depuis les navires
- Embarquements de personnels spécial (techniciens et chercheurs) et de stagiaires dans le cadre des missions en mer.

5.2.2 Assurance sur corps de tous navire tous risques

- Dommages matériels à la coque
- Dommage matériels à la machine

5.3 Franchise et plafonds

Les franchises, limites de garanties et plafonds d'indemnisation sont précisés dans le **cadre de réponse technique (CRT)** du titulaire.

Ils doivent être clairement exprimés et ne peuvent être modifiés sans accord écrit du CNRS.

5.4 Déclaration et gestion des sinistres

Le titulaire s'engage à :

- mettre à disposition un **interlocuteur dédié**,
- accuser réception de toute déclaration de sinistre **dans un délai inférieur à 5 jours qui sera précisé dans le CRT du titulaire**,
- présenter un **rapport d'expertise** ou une estimation des dommages **dans les 15 jours** suivant la déclaration,
- proposer une **indemnisation sous 30 jours** à compter de la réception de toutes les pièces justificatives.

La CNRS se réserve le droit d'assister à toute expertise ou de mandater un expert indépendant.

5.5 Information et suivi

Le titulaire remettra chaque année un rapport de suivi indiquant :

- la sinistralité (nombre et montant des sinistres),
- les actions de prévention mises en œuvre,
- les recommandations techniques éventuelles.

ARTICLE 6 OBLIGATION DES PARTIES

6.1 Obligations du CNRS

Le CNRS désigne parmi ses agents un interlocuteur privilégié avec lequel le titulaire peut se mettre en contact, dans les conditions fixées par l'article 3.3 du CCAG-PI.

6.2 Obligations du titulaire

- Obligation de confidentialité :
 - Le titulaire et son personnel sont tenus par une obligation de secret et de discrétion. Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement tout ou partie des informations de toutes natures, techniques et financières, administratives ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS, qui leur auront été communiquées par le CNRS, ou dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.
 - La titulaire reconnaît que toute divulgation lèse les intérêts du CNRS et engagerait sa responsabilité.
- Gestion de la police des assurances
 - Le titulaire doit indiquer les coordonnées et la procédure à suivre, par le CNRS, pour effectuer une déclaration de sinistre et valider la prise en charge, en début d'exécution.
- Gestion des sinistres :
 - Le titulaire doit assurer les suites à donner à la transmission des déclarations de sinistres ;
 - Le titulaire doit assurer l'ouverture et la gestion du dossier ;
 - Le titulaire doit assurer la gestion et le paiement des prestations liées à la déclaration de sinistre ;
 - Le titulaire doit assurer le recours amiable ;
 - Le titulaire doit assurer les divers recours s'il y a lieu.
- Etats statistiques informatisés globaux :
 - Une transmission d'un état de sinistralité partiel : en cours d'année à la demande du CNRS en fonction des sinistres connus à la date d'établissement dans un délai de 15 jours.
- Obligation de conseil
 - Conformément à l'article L.521-4 du Code des assurances, le titulaire (assureur ou intermédiaire) a une obligation de conseil envers la collectivité, qu'il doit informer et conseiller sur l'adéquation des garanties aux besoins exprimés.

Le titulaire désignera dans son offre l'interlocuteur privilégié du CNRS.

ARTICLE 7 MODIFICATIONS RELATIVE AU TITULAIRE

7.1 Généralités

Toute modification affectant le titulaire est portée impérativement à la connaissance du CNRS à l'adresse mentionnée à l'acte d'engagement.

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

7.2 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications, relatives au titulaire, suivantes :

- modification de la dénomination sociale ;
- modification de l'adresse renseignée dans l'acte d'engagement ;

- modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la modification du marché mais doivent être notifiées conformément aux stipulations de l'article 3.4.2 du CCAG-PI.

7.3 Modifications majeures

Sont considérés comme majeurs tous les projets de fusion ou d'absorption de l'opérateur économique titulaire et tous projets de cession du marché.

Le titulaire produit les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le marché serait transféré ou cédé.

ARTICLE 8 PRIX DU MARCHE

8.1 Caractéristiques des prix pratiqués

La monnaie de référence de ce marché est l'euro.

Les prix sont réputés complets et comprennent la réalisation des prestations demandées, les charges fiscales, parafiscales, ou autres, frappant obligatoirement les prestations ainsi que ceux correspondants à l'obligation faite au titulaire de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel, en vue d'assurer l'ensemble des prestations prévues.

Ces prix comprennent toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations : la préparation et la participation aux réunions, ainsi que tous les frais annexes.

8.2 Forme des prix

Le montant de la prime figurant dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement du présent marché est conclu à prix définitif et ferme pendant la première année d'exécution du marché.

Le marché est à prix global et forfaitaire.

8.3 Variation du prix

Les marchés d'assurances pouvant être soumis à des aléas majeurs du fait de l'évolution économique ou géopolitique pendant la période d'exécution des prestations, par dérogation à l'article 10 du CCAG FCS, le montant de la prime pourra être révisé à la date anniversaire du présent marché, sous réserve d'obtenir de la part du titulaire une argumentation détaillée et reprenant de manière objective les éléments factuels l'amenant à réclamer cette variation de prix.

Le CNRS peut, à cette occasion, réclamer l'accès à tous les documents ou informations complémentaires pouvant permettre de justifier cette demande.

Cette demande ne peut intervenir qu'une fois par année d'exécution du marché, et doit par ailleurs être reçue par le CNRS au moins trois (3) mois minimum avant la date anniversaire du marché.

Les nouveaux tarifs ne peuvent devenir contractuels qu'après acceptation expresse du CNRS intervenant avant la date anniversaire du marché.

8.4 Clause de sauvegarde

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, le CNRS se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché en cas de majoration annuelle supérieure ou égale à 5%.

Cette augmentation est calculée par la différence entre le montant de la prime globale validée à la date de notification du marché et celle proposée en application de l'article 7.3 du présent document.

ARTICLE 9 MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son IBAN original.

Le règlement s'effectue à terme à échoir, par période annuelle, c'est-à-dire avant l'exécution du service, au regard de l'arrêté du 6 juin 2016 fixant la liste des dépenses des organismes publics nationaux dont le paiement peut intervenir avant service fait.

Le titulaire fournit à la date anniversaire du début d'exécution du présent marché un reporting de l'année écoulée en application de l'article 5.2 du présent document.

8.1 Présentation des factures⁹

Les factures afférentes aux paiements sont établies en 1 original. La transmission est effectuée à l'adresse suivante :

CNRS – SCTD-1890-DTINSU
2 rue Jean Zay
TSA 61004
F-54519 Vandoeuvre-lès-Nancy Cedex

Elles doivent obligatoirement comporter les renseignements suivants :

- les références du bon de commande et du marché (objet et numéro + numéro de SIRET du titulaire),
- le lieu d'exécution,
- le montant hors taxe,
- le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS (FR40180089013),
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire (pour un fournisseur membre de l'Union européenne),
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total toutes charges comprises en euros.

L'omission des mentions précitées dans la facture, entraîne une suspension du délai global de paiement.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- par flux d'échange de données informatisées : les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- par dépôt au format PDF
- par saisine en ligne sur le portail

Les informations qui doivent figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720),
- Le code service de l'unité facturée (UPS855)
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS.

Le créancier non encore concerné par l'obligation de dématérialisation transmet ses demandes de paiement sous format papier au CNRS - SCTD, en prenant en compte l'ensemble des données de facturation (adresse de facturation de l'entité plus adresse) mentionnées lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS. Il peut toutefois s'il le souhaite transmettre ses demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro. Il applique alors les stipulations mentionnées ci-dessus.

Conformément à l'article R2192-3 du code de la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

9.2 Délai de règlement

Le règlement sera effectué après service fait, par virement bancaire sur le compte du Titulaire. En cas de litige et notamment si le CNRS n'est pas satisfait de l'exécution des services, les paiements pourront être retardés jusqu'au règlement du litige.

Conformément aux articles R2192-10 et R2192-12 du Code de la commande publique, le délai de paiement des sommes dues au titre du présent accord-cadre est de 30 jours, à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le Titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense.

Le titulaire a droit à intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du marché, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points ».

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D2192-35 du Code de la commande Publique.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Déléguée Régionale pour la Délégation Côte d'Azur du CNRS - Les Lucioles 1 - campus Azur - 250 rue Albert Einstein - 06905 Sophia Antipolis Cedex.

Le Comptable chargé du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Côte d'Azur du CNRS - Les Lucioles 1 - campus Azur - 250 rue Albert Einstein - 06905 Sophia Antipolis Cedex.

Une avance de 10% peut être accordée au Titulaire du marché lorsqu'au terme de l'article R2191-3 du code de la commande publique le montant initial de l'accord-cadre est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct. Si le Titulaire souhaite le versement de l'avance forfaitaire, il stipulera sa décision sur l'acte d'engagement (ATTRI 1).

ARTICLE 11 PENALITES

En cas de non-respect des conditions d'exécution du marché, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, le CNRS se réserve la possibilité d'appliquer au titulaire la pénalité de retards prévues au même article sans mise en demeure préalable.

Le montant total des pénalités de retard est limité à 10% du montant total du marché conformément 14.1.2 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à mille euros (1 000,00) euros HT.

ARTICLE 12 CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent marché peut être modifié en cas d'évolution de l'objet du marché assuré, notamment pour vente, mise au rebus et/ou disparition du navire.

Par conséquent, dans les conditions prévues à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le CNRS se réserve la possibilité de modifier par voie d'avenant, avec un préavis de deux (2) mois minimum, en accord avec le Titulaire les prestations du marché.

ARTICLE 13 PRESTATION SIMILAIRE

Dans le cadre de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le CNRS se réserve la possibilité de passer un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles qui font l'objet du présent marché.

ARTICLE 14 RESILIATION

Les modalités de résiliation dérogent sur les points ci-dessous à l'article 36 du CCAG-PI.

14.1 Cas général

Le contrat peut être résilié à l'échéance principale (date anniversaire du marché), sur l'initiative de chacune des parties, et sous réserve d'un préavis de quatre (4) mois précédant l'échéance compte tenu des nouvelles dispositions applicables en matière de mise en concurrence des services d'assurances.

Dans tous les cas, et pour tenir compte des modalités de passation des marchés publics, un délai de quatre (4) mois est accordé entre la date de réception du courrier recommandé de résiliation, à l'initiative du titulaire ou du CNRS, et la prise d'effet effective de ladite résiliation.

Le marché est résilié de plein droit sans indemnité, ni préavis, en cas de faillite du titulaire ou si celui-ci n'exécute pas les prestations définies au présent CCP ; postérieurement à la signature du marché, si les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

14.2 Cas particulier

14.2.1 Résiliation du contrat par le CNRS

Le CNRS se réserve la possibilité de résilier le présent marché, aux torts et aux frais du titulaire, sans que cette résiliation puisse donner lieu au versement d'une quelconque indemnisation au titulaire, dans les hypothèses suivantes :

- en cas de refus manifeste de prise en charge d'un sinistre relevant du domaine assuré ;
- en cas de circonstances nouvelles entraînant une diminution du risque garanti si l'assureur refuse de réduire la cotisation en conséquence (article L.113-4 du code des assurances).

Cette résiliation prend effet quinze (15) jours après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de Réception du CNRS adressée au titulaire et restée infructueuse.

14.2.2 Résiliation du contrat par le titulaire

Le titulaire peut résilier dans les cas suivants :

- En cas de non-paiement de la cotisation (article L.113-3 du code des Assurances), sous réserve des stipulations prévues au 11.2.3 du présent CCP ;
- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat.
- Dans tous les cas, la part de cotisation correspondant aux risques à couvrir au moment de la cotisation est remboursée au souscripteur.

Cette résiliation ne prend effet que dans un délai de trois (3) mois après réception par le CNRS de la lettre avec accusé de réception notifiant cette décision. Lorsque la résiliation est faite par le titulaire, il doit la notifier par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

CNRS - SCD - 1890 – UAR855

2 rue Jean ZAY

TSA 61004

F-54519 VANDOEUVRE-LES-NANCY CEDEX

14.2.3 Suspension et résiliation pour retard de paiement

Le titulaire renonce à suspendre ou à résilier les garanties si le retard de paiement est imputable à l'exécution des procédures et formalités administratives.

ARTICLE 15 DISPOSITION ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une démarche environnementale dans l'exécution du présent marché.

À ce titre, il devra notamment :

- privilégier la **dématérialisation des documents contractuels et des échanges** (souscriptions, attestations, déclarations de sinistres, rapports) ;
- limiter l'usage du papier, en privilégiant le **papier recyclé ou certifié PEFC/FSC** lorsque les supports papier sont indispensables ;
- réduire l'empreinte carbone de ses activités liées à la gestion du contrat (réunions à distance, déplacements rationalisés, etc.) ;
- contribuer, dans le cadre de son devoir de conseil, à la **prévention des risques environnementaux** pouvant découler de l'exploitation du navire (pollution accidentelle, fuites, carburants, etc.

Le titulaire pourra être invité à fournir annuellement un **rapport succinct** sur les actions menées en ce sens.

ARTICLE 16 DROIT-LANGUES-CORRESPONDANCE

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui peuvent survenir entre le CNRS et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, de la réalisation des prestations objet du marché.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Les juridictions administratives sont seules compétentes et notamment le tribunal administratif de Nice.

ARTICLE 17 DEROGATION AU CCAG-PI

Il est dérogé aux articles du CCAG PI, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

CCP	CCAG-PI
Art. 3	Art. 4.1
Art. 8.4	Art. 40
Art. 14	Art.36
Art. 11	Art. 14.1.1 et 14.1.3
Art. 8.3	Art. 10

ANNEXE 1 CARACTERISTIQUES DES NAVIRES

FLOTTE CNRS								
NAVIRE	IMMATRICULATION	PROPRIETAIRE	LONGUEUR (m)	LARGEUR (m)	TONNAGE	MISE EN SERVICE	EFFECTIFS MARINS	EFFECTIFS PERSONNEL SPECIAL
ANTEDON II	MARSEILLE	CNRS	16,10	6,00	40,71 Tjb	2004	3	12
SEPIA III	BOULOGNE	IFREMER	13,40	5,80	32,29 ums	2026	2	10
NEREIS II	PORT VENDRES	CNRS	14,00	4,75	25,95 Tjb	2001	3	9
PLANULA IV	ARCACHON	CNRS	11,90	4,40	12,33 Tjb	2005	2	18
NEOMYSIS	MORLAIX	CNRS	11,95	5,60	31 Tjb	2008	2	12
ALBERT LUCAS	BREST	CNRS	11,50	4,20	13,20 Tjb	2010	2	8
SAGITTA III	TOULON	CNRS	11,90	4,80	15 Tjb	2015	2	10
RUFI II	PORT VENDRES	CNRS	7,25	1,50	3,52 Tjb	1987	1	4
VELELLE II	NICE	CNRS	7,04	2,27	3,43 Tjb	1983	1	3

ANNEXE 2 VALEURS CORPS ET MOTEURS DES NAVIRES

NAVIRE	IMMATRICULATION	PROPRIETAIRE	LONGUEUR (m)	LARGEUR (m)	TONNAGE	MISE EN SERVICE	VALEURS
ANTEDON II	MARSEILLE	CNRS	16,10	6,00	40,71 Tjb	2004	700 000
SEPIA III	BOULOGNE	IFREMER	13,40	5,80	32,29 ums	2026	1 600 000
NEREIS II	PORT VENDRES	CNRS	14,00	4,75	25,95 Tjb	2001	350 000
PLANULA IV	ARCACHON	CNRS	11,90	4,40	12,33 Tjb	2005	370 000
NEOMYSIS	MORLAIX	CNRS	11,95	5,60	31 Tjb	2008	680 000
ALBERT LUCAS	BREST	CNRS	11,50	4,20	13,20 Tjb	2010	580 000
SAGITTA III	TOULON	CNRS	11,90	4,80	15 Tjb	2015	850 000
RUFI II	PORT VENDRES	CNRS	7,25	1,50	3,52 Tjb	1987	60 000
VELELLE II	NICE	CNRS	7,04	2,27	3,43 Tjb	1983	40 000